

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
ADOUR MADIRAN (CCAM)**

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX DE VOIRIE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

1. - Objet de l'accord-cadre
2. - Décomposition de l'accord-cadre
 - 2.1. - Allotissement
 - 2.2. - Forme de l'accord-cadre
3. - Obligations du titulaire
 - 3.1. - Pièces contractuelles
 - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
 - 3.3. - Protection de l'environnement
 - 3.4. - Réparation des dommages
 - 3.5. - Assurances
 - 3.6. - Autres obligations
4. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations
 - 4.1. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution
 - 4.2. - Exécution complémentaire
 - 4.3. - Pénalités de retard
 - 4.4. - Primes pour réalisation anticipée des prestations
 - 4.5. - Prolongation du délai d'exécution
5. - Prix et règlement
 - 5.1. - Contenu des prix
 - 5.2. - Variation des prix
 - 5.3. - Modalités de règlement
 - 5.4. - Périodicité des paiements
 - 5.5. - Avance
 - 5.6. - Sûretés
 - 5.7. - Répartition des dépenses communes de chantier
 - 5.8. - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine
 - 5.9. - Approvisionnements
 - 5.10. - Pénalités autres que retard et réfections
6. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.1. - Lieu d'exécution
 - 6.2. - Intervenants
 - 6.3. - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux
 - 6.4. - Implantation des ouvrages
 - 6.5. - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
 - 6.6. - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
 - 6.7. - Mesures d'ordre social
 - 6.8. - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
 - 6.9. - Registre de chantier
 - 6.10. - Clauses techniques
 - 6.11. - Ordre de service
7. - Réception et garanties
 - 7.1. - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux
 - 7.2. - Réception
 - 7.3. - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage
 - 7.4. - Documents fournis après exécution
 - 7.5. - Garantie de parfait achèvement
 - 7.6. - Garanties particulières
8. - Dispositions diverses
 - 8.1. - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations
 - 8.2. - Autres dispositions
9. - Résiliation
10. - Litiges et différends
11. - Dérogations aux documents généraux

Article 1 - Objet de l'accord-cadre :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Le présent accord-cadre a pour objet les prestations d'entretien de voirie communautaire.

Il s'agit d'un accord-cadre à Bons de commande de travaux de voirie : travaux de réparations de chaussées existantes (bordures, réparations ponctuelles), réfections de structures de chaussées, réalisation de couche de roulement après exécution de l'ensemble des travaux cités précédemment, remise en état des accompagnements de voirie, à exécuter sur le territoire de la Communauté de Communes Adour Madiran.

Article 2 - Décomposition du marché

2-1-Allotissement

Les prestations de l'accord-cadre font l'objet d'un lot.

2-2-Forme du marché

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande avec minimum et/ou maximum, en application du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 au code de la commande publique :

Elles sont susceptibles de varier de la manière suivante :

	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot unique	300 000€	1 200 000€

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le Président de la communauté de communes et/ou le vice-président en charge de la voirie.

Le marché sera mono-attributaire.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard 3 mois après la date de fin du marché.

Conformément à l'article 16.2 du CCAG Travaux, si le total des commandes n'a pas atteint le minimum fixé par le marché, le titulaire a droit à une indemnité, égale à la marge bénéficiaire qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Article 3 - Obligations du titulaire

3-1-Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

Pièces particulières :

- le bordereau des prix unitaires
- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- le détail estimatif
- le présent CCAP et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;

Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- Les DC1 et DC2.
- L'ensemble des normes françaises et Document Technique Unifié (DTU) dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

L'ensemble des documents généraux ci-dessus bien que non joints sont considérés comme parfaitement connus des parties contractantes.

Les parties contractantes leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), « *sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.*

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

3-2-2-Clause sociale

Sans objet.

3-3-Protection de l'environnement

Sans objet.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire ou personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par le décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018-article 14 et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés dans la LOI n°2018-771 du 05 septembre 2018-article 104 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en oeuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un

délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-6-3-Obligations diverses

Sans objet

Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du marché - Délai d'exécution

La durée de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à un (1) an, à compter de la notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois, pour une période d'un (1) an, soit une durée maximale de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. La notification de cette décision doit intervenir 2 mois avant la date d'anniversaire.

Les titulaires de l'accord-cadre ne peuvent pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article 16 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après :

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire

Sans objet.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 250 €

4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5-Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé, au-delà de 1 jour d'intempéries, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier.

Nature du phénomène	Intensité	limite	et	durée
Précipitations	25 mm			
Refroidissement	-10 degré pendant 3 jours			
Neige	+ 5 cm			
Vitesse du vent	95 km/h			

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0.125 + 0.875 * (TP01(n)/TP01(o))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

TP01 : Index Général tous travaux

Les index sont publiés par les journaux spécialisés.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra une fois par an, à la date d'anniversaire du contrat.

Le calcul du coefficient de variation des prix se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date d'exécution des prestations.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations désignées ci-après font l'objet de **paiements d'acomptes**, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 119 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché :

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au maître d'œuvre une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté de Communes Adour Madiran
Pôle Publics des Services

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant minimum du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Elle est égale à 5,00% du montant minimum toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant minimum divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Les modalités de remboursement de l'avance sont prévues aux articles 111 à 113 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

5-6-Sûretés

Il est demandé la constitution d'une caution personnelle et solidaire équivalent à 5% du montant du marché TVA comprise, dans les conditions prévues au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018-article 14. Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La caution est libérée un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018-article 14.

5-7-Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet.

5-8-Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

5-9-Approvisionnements

Les stipulations de l'article 11.3 du CCAG Travaux sont applicables

5-10-Pénalités autres que retard et réfections

5-10-1-Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre une pénalité de 200 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

5-10-2-Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4-3 et 5-10-1 et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 50 €/jour
- b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 50 €/jour
- c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse...) : 100 €/jour
- d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 50 €/jour
- e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins :
- f) Retard dans le nettoyage du chantier : 50 €/jour
- g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier :
- h) Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier :
- i) Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins :

5-10-3-Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoisement et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice d'une pénalité de 200 € HT par jour de retard.

5-10-4-Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents ou échantillons, il pourra être appliqué par le représentant du pouvoir adjudicateur une pénalité égale à 100 € par jour calendaire et cela sans mise en demeure préalable, mais sur simple constat du représentant de la maîtrise d'Ouvrage.

5-10-5-Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

Il n'est pas prévu de pénalité pour non-respect des délais fixés à l'article 6.8.5 c) du présent CCAP.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

6-2-Intervenants

6-2-1-Conduite d'opération

Sans objet

6-2-2-Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la communauté de communes Adour Madiran

6-2-3-Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

6-2-4-Coordination Sécurité - Protection de la santé

Sans objet.

6-2-5-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet.

6-3-Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6-3-1-Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6-3-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3-3-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6-3-4-Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

6-4-Implantation des ouvrages

6-4-1-Piquetage général

L'implantation de la polygonale des travaux est à la charge du Maître d'ouvrage et effectuée contradictoirement avec le titulaire.

Le Maître d'ouvrage avertit le titulaire avant le démarrage des travaux de la date à laquelle il fera effectuer l'implantation, charge ensuite au titulaire d'être présente. Une fois l'implantation générale réalisée par le Maître d'ouvrage, le plan d'implantation général est notifié, ainsi que le listing des stations, au titulaire par ordre de service conformément à l'article 27.1 du CCAG Travaux. Le titulaire assure ensuite la conservation et l'entretien des stations durant l'ensemble des travaux, conformément à l'article 27.4 du CCAG Travaux.

6-4-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux, le titulaire devra recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par les entreprises concernées, à leur frais, contradictoirement avec le représentant du maître d'œuvre sous le contrôle des concessionnaires dûment convoqués par le titulaire.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Si des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, non repérés par le piquetage spécial sont découverts après la notification du marché, le titulaire en informe par écrit le maître de l'ouvrage et

le maître d'œuvre ; il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux.

Les investigations complémentaires éventuellement rendues nécessaires ainsi que les mesures de prévention afférentes font l'objet d'un avenant au marché, à la charge du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du maître d'œuvre, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

6-5-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

6-5-1-Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution de chaque bon de commande. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, sa durée est de 15 jours.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

6-5-2-Prestations dues par les entreprises

Sans objet.

6-6-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

6-7-Mesures d'ordre social

6-7-1-Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

6-7-2-Lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

6-8-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

6-8-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Sans objet.

6-8-2-Installations à réaliser par l'entreprise

Sans objet.

6-8-3-Transport par voie d'eau

Sans objet.

6-8-4-Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

6-8-5-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Pas de stipulation particulière.

6-8-6-Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers est à la charge de l'entrepreneur, le cas échéant sous le contrôle de la police municipale ou nationale, ou de la gendarmerie. Par ailleurs, l'entrepreneur devra prendre en charge l'installation de tous les passages provisoires nécessaires pour assurer l'accès aux propriétés riveraines et le maintien d'une circulation convenable aussi bien sur les trottoirs que sur la chaussée.

6-8-7-Réglementations particulières

Sans objet.

6-8-8-Restrictions des communications

Sans objet.

6-8-9-Engins explosifs

Sans objet.

6-8-10-Utilisation des voies publiques

Les stipulations de l'article 34 du CCAG Travaux sont applicables.

6-8-11-Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG Travaux sont applicables.

6-8-12-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Sans objet.

6-9-Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

6-10-Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

6-11-Ordre de service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Article 7 - Réception et garanties

7-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

7-2-Réception

Les travaux relatifs à chaque bon de commande feront l'objet d'une réception partielle.

7-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Sans objet.

7-4-Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques ;

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;

- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

7-5-Garantie de parfait achèvement

Les délais de garantie débutent à compter de la date d'effet de la réception :

1 An(s)

7-6-Garanties particulières

Sans objet.

Article 8 - Dispositions diverses

8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

Sans objet.

8-2-Autres dispositions

Article 9 - Résiliation

L'accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur pour les motifs et aux conditions précisées par les articles 45 à 47 du CCAG Travaux.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux.

A défaut d'accord amiable, les litiges seront soumis au tribunal administratif de Pau.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux par l'article 6.5.1 du CCAP

Dérogation à l'article 27.3 du CCAG Travaux par l'article 6.4.1 du CCAP

Dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux par l'article 4.3 et 5.10 du CCAP

Dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux par l'article 7.5 du CCAP